

**CAF – Site de QUIMPER**  
**« Réaménagement de locaux administratifs »**  
**Site Ti Douar**



**Maîtrise d'ouvrage :**  
**CAF DU FINISTÈRE**  
1 Rue Portzmoguer  
29602 BREST CEDEX 2  
Tel : 02 98 98 39 01



**Maîtrise d'œuvre :**  
**F2B CONSTRUCTION**  
120 Rue de Kerervern - 29490 GUIPAVAS  
Tel : 02 29 05 83 49 - Port : 06 20 98 05 23  
[contact@f2bconstruction.com](mailto:contact@f2bconstruction.com)



**LOT 00 : GENERALITES**

## Table des matières

00.0 PRESENTATION DU PROJET .....	3
00.1 LISTE DES LOTS .....	5
00.2 CONNAISSANCE DU PROJET .....	5
00.3 PREPARATION DE L'EXECUTION .....	5
00.4 ECHANTILLONS.....	6
00.5 RECEPTION DES SUPPORTS .....	6
00.6 ESSAIS ET CONTROLES.....	6
00.7 AUTOCONTROLE .....	6
00.8 SECURITE.....	6
00.9 INTERVENTION DE L'ORGANISME DE CONTROLE .....	7
00.10 PLAN GENERAL ET PARTICULIER DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	7
00.11 PARTICIPATION DES ENTREPRISES.....	7
00.12 PRESCRIPTIONS COMMUNES .....	7
00.13 DOCUMENTS DE REFERENCE .....	8
00.14 RESERVATIONS - PERCEMENTS - CALFEUTREMENTS - SCELLEMENTS.....	8
00.14.1 RESERVATIONS - PERCEMENTS.....	8
00.14.2 CALFEUTREMENTS - SCELLEMENTS.....	8
00.15 NETTOYAGE DE CHANTIER .....	8
00.16 DOCUMENTS A FOURNIR EN VUE DE LA RECEPTION DES TRAVAUX .....	8

## **00.0 PRESENTATION DU PROJET**

Le présent lot a pour objet de définir les généralités concernant le réaménagement de bureaux au RDC de la CAF du Sud Finistère, 1 Avenue de Ty Douar 29000 Quimper dans un bâtiment classé en PE type W ERP 5<sup>ème</sup> catégorie

ZONE B

ZONE A

ZONE A

## 00.1 LISTE DES LOTS

LOT N° 00 GENERALITES  
LOT N° 01 DEMOLITION  
LOT N° 02 CLOISONS – PLAFONDS  
LOT N° 03 MENUISERIE INTERIEURE  
LOT N° 04 PLOMBERIE CHAUFFAGE VMC  
LOT N° 05 ELECTRICITE  
LOT N° 06 REVETEMENTS DE SOLS  
LOT N° 07 FAUX-PLAFOND  
LOT N° 08 PEINTURE NETTOYAGE

## 00.2 CONNAISSANCE DU PROJET

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier marché, plans et C.C.T.P. de tous les corps d'état, et de s'assurer que sa proposition est complète et cohérente avec celles des autres corps d'état.

Chaque entrepreneur soumissionnaire devra se rendre sur place pour juger de l'état des lieux, de l'importance des travaux à exécuter. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer d'une imprécision des documents, s'il y a lieu, pour refuser d'exécuter dans le cadre et les conditions de son marché, tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement des travaux.

Il lui appartient donc, d'apprécier la nature des travaux à exécuter, de signaler, le cas échéant, au Maître d'Œuvre, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents qui lui auront été remis, et de demander les éclaircissements nécessaires.

Faute de quoi, l'Entrepreneur sera réputé avoir accepté les clauses de ce dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux, même si ceux-ci ne sont pas explicitement décrits.

Enfin, il se devra de suppléer, par ses connaissances professionnelles, aux détails dont l'emplacement, la nature ou la quantité seraient implicitement prévus dans une réalisation conforme aux travaux.

## 00.3 PREPARATION DE L'EXECUTION

Chaque entrepreneur est tenu, dans tous les cas, de s'informer auprès du Maître d'Œuvre, de la nature du support et éventuellement de la forme ainsi que des sujétions que ces ouvrages sont susceptibles d'imposer aux autres corps d'état et de celles pouvant découler des conditions d'exploitation de ces locaux.

Chaque entrepreneur devra en permanence être en possession des plans à jour nécessaires aux études et à la conduite de chantier. Chaque entrepreneur en fera la demande auprès du fournisseur de plans contre règlement.

Chaque entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre, dans les trente jours suivant la notification de son marché, deux exemplaires des plans et croquis des ouvrages à mettre en œuvre.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre, un mois avant la mise en fabrication en usine ou en atelier, les dessins objet de l'article ci-dessus.

Après agrément, le Maître d'Œuvre fera retour d'un exemplaire de ces dessins aux entreprises pour exécution. Chaque entrepreneur transmettra un exemplaire de ces dessins agréés à chacun des entrepreneurs des autres corps d'état intéressés, pour information ou exécution, si leurs ouvrages doivent être réalisés conformément aux indications portées par ses dessins.

## 00.4 ECHANTILLONS

Dans un délai de 30 jours après notification des marchés, chaque entrepreneur présentera pour agrément, les échantillons des matériaux qui sont définis dans leur C.C.T.P. et demandés par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

En ce qui concerne le choix des matériaux, chaque entrepreneur est tenu d'employer les espèces et qualités des matériaux prescrits dans leur C.C.T.P.

Dans le cas où les mots "équivalent" ou "similaire" sont employés dans le C.C.T.P., chaque entrepreneur doit, avant la mise en œuvre, soumettre le produit à substituer et le nom du fabricant au Maître d'œuvre qui, avec le Maître d'Ouvrage, apprécie s'il y a équivalence ou similitude.

Les échantillons retenus devront rester au bureau de chantier jusqu'à la réception des travaux.

Chaque entrepreneur présentera également les plans de mise au point technique demandés par le Maître d'Œuvre.

## 00.5 RECEPTION DES SUPPORTS

Avant de commencer l'exécution de ses travaux, chaque entrepreneur doit s'assurer que l'état des ouvrages sur lesquels il doit œuvrer, est conforme aux dispositions de son marché et à celles de ses dessins et plans. (la réception des supports sera à réaliser avant la date prescrite par le marché ou l'ordre de service pour les titulaires des lots)

Il s'assurera également que l'état du chantier est conforme et lui permet ainsi de mettre ses travaux à exécution.

Il en avise, par écrit, le Maître d'Œuvre, au plus tard une semaine avant le démarrage de ses ouvrages pour l'établissement du procès-verbal de réception des supports.

Le fait d'avoir commencé les travaux vaudra acceptation des supports.

## 00.6 ESSAIS ET CONTROLES

Afin de vérifier que les ouvrages fabriqués par les entrepreneurs du présent projet répondent bien aux critères requis, les entrepreneurs devront fournir, les procès-verbaux d'essais auxquels leurs ouvrages ont été soumis.

Ces essais devront avoir été effectués par des laboratoires agréés et sur des ouvrages ayant les mêmes caractéristiques (composition, nature, dimensions) que ceux décrits dans leur C.C.T.P.

## 00.7 AUTOCONTROLE

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises, doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, chaque entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, chaque entrepreneur s'assurera que les fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, chaque entrepreneur vérifiera tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de chaque entreprise s'assurera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou Règles de l'Art.
- Au niveau des essais, chaque entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles, et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

## 00.8 SECURITE

Chaque entrepreneur doit les dispositifs de sécurité conformément à la réglementation en vigueur pour tout matériel utilisé, tout élément de protection du personnel.

Nota : chaque entreprise devra veiller à la clôture du chantier en fin de journée.

## 00.9 INTERVENTION DE L'ORGANISME DE CONTROLE

Chaque entrepreneur devra adresser au Bureau de Contrôle, pour examen et avis, l'ensemble de ses plans et détails d'exécution ainsi que les fiches techniques, les divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation acoustique, isolation thermique, normes NF, spécifications U.T.E., COPREC, CONSUEL, classements et labels, etc...

Les prescriptions et obligations imposées par l'organisme de contrôle ne seront pas considérées comme une novation au marché. Tous avis d'exécution suspendu ou défavorable rédigé par le bureau de contrôle devra faire l'objet de propositions écrites de levées des avis suspendus ou défavorables dans un délai de 1 semaine à compter de la réception de l'avis.

L'entrepreneur se soumettra, sans pouvoir prétendre à une augmentation quelconque du prix convenu, à toutes les directives de l'organisme de contrôle spécifiant les dispositions à prendre pour livrer les ouvrages en état de réception et d'utilisation.

## 00.10 PLAN GENERAL ET PARTICULIER DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La mission sécurité protection de santé (SPS) est confiée par le Maître d'Ouvrage (et à ses frais) à un coordinateur SPS qui établit le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de Santé (PGCSPS).

Chaque entrepreneur respectera les prestations demandées dans le cadre du PGCSPS.

Chaque entrepreneur établit et remet au coordinateur de sécurité SPS et sous son contrôle, le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de Santé (PPSPS).

L'entrepreneur devra se soumettre et observer les dispositions légales de la réglementation en vigueur.

Décret du 08 janvier 1965, loi 93-1418 du 31 décembre 1993 "chantiers temporaires et mobiles", décret 94-1159 du 26 décembre 1994 "la coordination en matière de sécurité et de protection de la Santé".

Le coordinateur SPS aura autorité en la matière tout au long du chantier.

Chaque entrepreneur devra remettre et établir tous documents nécessaires en nombre suffisant, pendant la phase préparatoire puis de chantier, conformément aux instructions du coordinateur SPS.

## 00.11 PARTICIPATION DES ENTREPRISES

Toutes les entreprises participant à la présente opération sont assujetties aux prescriptions communes à partir du moment où elles sont titulaires d'un marché quel que soit le montant du lot, l'importance des travaux et la durée d'intervention sur le chantier. Elles participeront proportionnellement à leur valeur de marché.

La gestion du compte prorata sera de la responsabilité de l'entreprise du lot Gros-Œuvre. Elle sera chargée de faire les avances pour les frais à reporter au compte prorata. Elle aura droit à une majoration de 8% de ce compte en compensation de ses avances de fonds. Elle fera son affaire de la récupération des sommes dues par les entreprises des autres corps d'état.

En cas de non-paiement, le gestionnaire du compte prorata pourra informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre afin qu'une retenue soit réalisée sur la dernière situation avant la réalisation des mémoires définitifs de travaux.

## 00.12 PRESCRIPTIONS COMMUNES

La répartition des prescriptions communes est décrite dans le PGCSPS.

Chaque titulaire d'un des lots définis par le présent CCTP devra s'y conformer.

**Les travaux seront réalisés en site inoccupé sur l'ensemble des travaux mais il sera demandé aux différents intervenants de respecter les conditions de travail des agents dans les bâtiments mitoyens (les travaux occasionnant du bruit seront réalisés en horaires décalés).**

**Les cantonnements seront maintenus durant toutes les différentes phases.**

**Le personnel intervenant dans cette opération devra se plier aux différentes exigences liées aux site.**

- Contrôle d'accès
- Conservation du site clos
- Respect des conditions de travail des agents et des assurés
- Conserver l'étanchéité entre les parties communes et les travaux afin d'éviter la dégradation des zones conservées.



## 00.13 DOCUMENTS DE REFERENCE

D'une manière générale, tous les textes législatifs réglementaires et notamment ceux contenus dans le REEF-RECUEIL DES ELEMENTS ET ENSEMBLES FABRIQUES DANS LE BATIMENT serviront de référence pour la réalisation de l'ensemble des ouvrages.

Cette liste n'est pas limitative. Il sera toujours fait application de la dernière édition avec mises à jour, additifs, rectificatifs, compléments modificatifs... en vigueur à la date de la remise des offres.

## 00.14 RESERVATIONS - PERCEMENTS - CALFEUTREMENTS - SCELLEMENTS

Chaque entrepreneur devra fournir en temps utile aux entreprises concernées les informations liées à leurs propres ouvrages, ayant une incidence sur les ouvrages des autres corps d'état.

Chaque entrepreneur devra en contrôler l'exécution. Ce contrôle n'est pas dû par le Maître d'Œuvre.

### 00.14.1 RESERVATIONS - PERCEMENTS

Les réservations dans la structure, données par chaque entrepreneur seront transmises aux entreprises concernées une semaine après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Les entreprises concernées devront réaliser la synthèse de l'ensemble des réservations demandées.

Le percement d'une réservation omise sera à la charge de l'entreprise responsable de l'omission, à savoir par :

- L'entreprise chargée de réaliser la réservation si la réservation a été transmise en temps voulu.
- L'entreprise chargée de transmettre la réservation, si la réservation n'a pas été transmise dans les temps.

La reprise d'une réservation réalisée sera à la charge de l'entreprise responsable de l'erreur, à savoir par :

- L'entreprise chargée de réaliser la réservation, si la réservation n'a pas été réalisée conformément aux informations de positionnement et de dimensions transmises en temps voulu.
- L'entreprise chargée de transmettre la réservation, si les informations de positionnement et de dimensions s'avèrent erronées. Cette reprise sera réalisée sous le contrôle de l'entreprise ayant réalisé la structure concernée.

### 00.14.2 CALFEUTREMENTS - SCELLEMENTS

Les conduits de toute nature traversant les planchers devront être pourvus dans l'épaisseur totale du plancher, d'un résilient acoustique posé par l'entreprise concernée par le conduit considéré.

Les entreprises seront chargées des calfeutrements.

Chaque entreprise sera responsable et chargée de ses propres scellements dans la structure.

## 00.15 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier devra être en permanence en parfait état de propreté.

Chaque entreprise est responsable et chargée du nettoyage de ses zones de travail et de l'évacuation de ses propres gravats.

Si le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage constate que la propreté du chantier n'est pas respectée, le maître d'œuvre demandera à l'entreprise de gros-œuvre de réaliser le nettoyage nécessaire par ses propres moyens ou par une entreprise spécialisée au prorata de toutes les entreprises présentes sur le chantier dans les 5 jours précédant le constat.

**Il sera demandé une intervention hebdomadaire pour le nettoyage des parties communes pendant la durée des travaux**

## 00.16 DOCUMENTS A FOURNIR EN VUE DE LA RECEPTION DES TRAVAUX

Chaque entrepreneur devra fournir au maître d'Œuvre, à la fin des travaux, au plus tard avec son courrier demandant la réception :

- Un dossier complet en 2 exemplaires avec 2 sous-chemises et 1 bordereau récapitulatif comprenant :
  - . Le dossier de recollement des ouvrages exécutés.
  - . Les P.V. d'essais et tenue au feu.

Adresse chantier : Site Ti Douar - Quimper

Edition Avril 2025



- . La mise à jour de tous plans d'exécution.
  - . Les notices techniques du matériel avec bons de garantie, provenance, avis techniques.
  - . Les manuels d'utilisation et d'entretien.
  - . Les essais COPREC et certificat de conformité autocontrôle de l'entreprise demandés par le Bureau de Contrôle.
- Il est stipulé que la réception ne pourra être prononcée sans la fourniture de ces documents le jour de la réception.  
De ce fait, la dernière situation ne pourra être libérée.

Nota : les DOE devront être remis par voie électronique ou clés USB (formats standards : DWG, PDF).